



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**

*France*

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**Perspectives pour la filière chevreaux en régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur : organisation collective et modernisation économique**

Numéro de consultation : SSP-DRAAF-2025-076

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

## Table des matières

1 – Objet du marché .....	3
2 – Éléments de contexte .....	3
3 – Objectifs, contenu et méthode de l'étude .....	6
3.1. Objectifs généraux de l'étude .....	6
3.2. Contenu détaillé et méthodes .....	6
3.2.1. Phase 1 - Diagnostic de la filière et quantification des flux de chevreaux en AuRA et PACA .....	6
3.2.2. Phase 2 - Prospective de la filière chevreaux à horizon 2040 et préconisations ...	7
4 – Pilotage et suivi de la prestation .....	9
4.1. Pilotage et référents.....	9
4.2. Planification et suivi de l'étude.....	9
4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude.....	10
5 – Obligations du titulaire .....	11
5.1. Participation aux différentes réunions.....	11
5.2. Remise des livrables.....	11
5.3. Confidentialité .....	11
5.4. Propriété de l'étude.....	11
Annexe : bibliographie et données indicatives .....	12

## 1 – Objet du marché

Le marché vise à analyser les perspectives de la filière chevreaux en régions Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), notamment en matière d'organisation collective et de modernisations économiques.

Conséquence de la production de lait, les chevreaux sont pour partie conservés pour le renouvellement des troupeaux, l'autre partie étant engraisnée puis abattue pour être consommée. Ce segment de la filière présente des fragilités à tous les niveaux : engraissement, abattage, consommation, etc.

Le prestataire s'attachera à estimer le nombre de chevreaux concernés par l'engraissement dans les deux régions, puis à identifier les filières de valorisation correspondantes, jusqu'au consommateur. Il s'agira ensuite de mettre en évidence les possibilités d'amélioration de la structuration de cette filière afin de mieux valoriser les chevreaux produits, sur le marché français ou à l'export. Enfin, l'étude comprendra un court exercice prospectif sur l'évolution de la filière chevreaux en régions AuRA et PACA à horizon 2040.

## 2 – Éléments de contexte

### *La filière caprine laitière dans les régions AuRA et PACA*

La production et la consommation nationales de viande de chevreaux sont saisonnières et relativement faibles par rapport aux autres productions de viandes. En effet, 60 % des chevreaux français sont produits entre les mois de mars et de mai, dont plus de la moitié pour une consommation festive à Pâques en France, en Italie, au Portugal et en Espagne. La viande de chevreau constitue cependant un enjeu important pour la filière caprine.

La région AuRA, première région française en nombre d'élevages caprins, comporte 1 300 exploitations caprines d'au moins 20 chèvres, dont 1 000 élevages fromagers fermiers, et 300 « livreurs » collectés par des laiteries. Avec un cheptel régional de 123 000 chèvres (14 % des effectifs nationaux), on peut estimer que 85 000 chevreaux sont produits annuellement et doivent ensuite être valorisés. Les exploitations de la région sont plutôt de petite taille (95 chèvres en moyenne). Si le cheptel de chèvres est davantage concentré dans les zones de collecte laitière, les élevages caprins sont présents dans tous les départements de la région. 75 % se situent en zone de montagne, avec une production principalement orientée vers la fabrication de fromages à la ferme. La filière caprine régionale connaît une bonne dynamique d'installation, avec en moyenne une quarantaine d'installations aidées chaque année.

En région PACA, on recense 320 éleveurs caprins d'au moins 20 chèvres, dont 300 fromagers et 20 livreurs. Cela représente un cheptel de l'ordre de 20 000 chèvres, pour environ 14 000 chevreaux par an à valoriser. Ces exploitations sont également tournées vers la production fromagère, avec transformation à la ferme pour 94 % des élevages. Il s'agit d'un élevage à forte dimension pastorale, entraînant une saisonnalité de la production et des pics de travail chez les engraisseurs et les abatteurs aux moments de la collecte et de la commercialisation.

Dans ces deux régions, la filière caprine laitière est donc orientée majoritairement vers la transformation du lait à la ferme, avec une vente en circuits courts et/ou de proximité et une forte valeur ajoutée. Les chevreaux y sont considérés comme des coproduits du lait et du fromage, dont la plus-value est faible. Ils sont commercialisés dans des filières longues et très concurrentielles, souffrant de difficultés structurelles et faisant face à des enjeux sociétaux, liés notamment à la baisse de la consommation de viande de chevreau.

## Valorisation et consommation des chevreaux

À l'instar du reste de la France, l'activité d'engraissement des chevreaux a, depuis le début des années 1980, été progressivement transférée des élevages laitiers à quelques structures dédiées, permettant une spécialisation des activités et de la main-d'œuvre. Toutefois, ces structures d'engraissement, à l'activité très saisonnière, ne permettent pas de prendre en charge l'ensemble des chevreaux produits.

La capacité d'abattage souffre aussi d'une forte concentration. En France, près de 85 à 90 % des abattages de chevreaux sont réalisés par trois leaders, installés hors des régions étudiées : les entreprises Loetul et Piriol (79), Palmid'or (groupe LDC) (71) et les Ets. Ribot (84). Ce sont des abattoirs de lagomorphes (lapins), équipés de chaînes adaptées à des chevreaux au poids vif de 13 kg au maximum. 90 % des chevreaux sont abattus à l'âge d'un mois, lorsqu'ils pèsent 10 à 11 kg de poids vif, pour une carcasse finale de 4 à 7 kg (chevreaux dits « légers »).

Les 10 % de chevreaux restants sont valorisés directement par les éleveurs en filière courte. Ils sont engraisés sur une durée plus longue (2 à 3 mois) pour obtenir des chevreaux dits « lourds », avec un poids vif d'environ 20 kg (et jusqu'à 30 kg) et un poids de carcasse compris entre 10 et 16 kg. Bien que cette filière représente un volume moindre, elle présente l'avantage de permettre l'abattage d'animaux plus gros dans des abattoirs multi-espèces, qui présentent un meilleur maillage territorial.

Le tableau suivant récapitule les caractéristiques de ces deux filières :

Type	Chevreau « léger »	Chevreau « lourd »
<b>Durée d'engraissement</b>	De 3 semaines à 1 mois	De 50 jours à 3 mois
<b>Poids de carcasse</b>	4 à 7 kg de carcasse	> 9 kg carcasse
<b>Lieu d'engraissement principal</b>	Atelier d'engraissement spécialisé	Exploitations caprines
<b>Lieu d'abattage principal</b>	Abattoir spécialisé	Abattoir multi-espèces (chaîne ovine)

Par ailleurs, depuis 2020, on observe que de plus en plus d'éleveurs mettent en place des lactations longues (plus de 485 jours au lieu de 300 en lactation classique), sur une partie de leur troupeau. Cette pratique permet de réduire le nombre de chevreaux dont il faut assurer le débouché.

Malgré sa richesse nutritionnelle, la viande de chevreau est maintenant peu consommée en France et souffre d'une méconnaissance, voire d'une image négative. Cette consommation est saisonnière (fin d'année, Pâques), notamment dans les zones traditionnelles de production. 45 % des volumes produits sont commercialisés en France, majoritairement (60 %) en grandes et moyennes surfaces (GMS) et essentiellement présentés en barquettes fraîches (demi-carcasse voire quart de carcasse). Le reste se répartit entre les boucheries, les grossistes pour la restauration hors foyer (RHF) et la vente directe (CGAAER, 2021). 55 % des volumes produits en France sont exportés, principalement vers l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie), 34% en viande fraîche et 21 % en viande congelée. L'export concerne uniquement les chevreaux légers.

La contractualisation telle qu'imposée par le Code rural et de la pêche maritime (CRPM) reste quasiment inexistante dans la filière caprine des régions AuRA et PACA, contrairement à la région Nouvelle-Aquitaine où une organisation de producteurs (OP) a été mise en place par les engraisseurs. De manière générale, dans les deux régions d'étude, la filière semble mal ou peu structurée. On peut notamment souligner la faible organisation collective autour du lait (valorisé essentiellement en circuits courts), l'importante dispersion géographique et la saisonnalité très marquée, qui ne facilitent pas l'organisation collective des producteurs.

Néanmoins, l'association Éleveurs de chevreaux d'Auvergne-Rhône-Alpes (EDC AuRA) a été créée en janvier 2024, pour commercialiser et valoriser des chevreaux lourds engraisés à la ferme en Ardèche et abattus localement dans un abattoir multi-espèces. Ce projet a permis d'organiser l'engraissement de 200 chevreaux, mais il peine à consolider ses débouchés. En PACA, l'arrêt de l'activité de l'un des principaux engraisseurs de chevreaux (2<sup>e</sup> au niveau national avec 20 000 animaux) ajoute une pression supplémentaire sur la filière locale. Et l'abattoir Ets. Ribot, pour lequel cet engraisseur représentait 25 % des volumes, se trouve mis, en conséquence, en grande difficulté.

L'engraissement des chevreaux est par ailleurs confronté à divers obstacles : dispersion géographique des élevages qui complexifie l'organisation des collectes de ramassage des animaux, coûts liés à l'engraissement (poudre de lait notamment), manque de débouchés pour cette viande dorénavant peu consommée en France, etc.

Dans ce contexte, une réflexion à long terme et des projections chiffrées sont nécessaires afin de permettre aux acteurs d'adapter leur plan de filière et de se structurer autour d'une dynamique collective.

## 3 – Objectifs, contenu et méthode de l'étude

### 3.1. Objectifs généraux de l'étude

Cette étude a pour objectifs de :

- analyser les flux dans la filière chevreaux dans les régions AuRA et PACA ;
- envisager des solutions pour améliorer la structuration de la filière et mieux valoriser les chevreaux produits, et identifier les freins et les leviers à leur mise en place ;
- envisager les évolutions possibles de la filière d'ici 2040 ;
- formuler des recommandations à destination des pouvoirs publics des régions AuRA et PACA, afin d'accompagner la structuration de la filière et de faciliter la commercialisation et la valorisation des chevreaux, à travers des débouchés nationaux et internationaux.

Pour cela, le prestataire pourra utiliser un ensemble de méthodes : analyses de données, entretiens avec les parties prenantes, comparaisons et parangonnages inter-régions, anticipation prospective, etc.

### 3.2. Contenu détaillé et méthodes

#### 3.2.1. Phase 1 - Diagnostic de la filière et quantification des flux de chevreaux en AuRA et PACA

Il s'agira, dans un premier temps, de quantifier et d'analyser les flux de chevreaux dans les régions AuRA et PACA. Le but sera, pour chacune des deux régions étudiées, d'estimer le nombre de chevreaux finis chaque année, par département, et leur mode de valorisation.

Les indicateurs suivants devront être étudiés :

- nombre d'élevages caprins et cheptel ;
- nombre d'exploitations pratiquant la lactation longue ;
- nombre de chevreaux engraisés en « léger » ou « lourd », par des naisseurs ou par des engraisseurs spécialisés ;
- nombre d'engraisisseurs spécialisés ;
- taux de mortalité à chaque stade de la filière et principales causes ;
- volumes destinés à l'équarrissage ;
- volumes abattus et capacités d'abattage de chevreaux dans les abattoirs lagomorphes (filiale « chevreaux légers ») et dans les abattoirs multi-espèces d'animaux de boucherie (filiale « chevreaux lourds ») ;
- circuits de distribution ;
- volumes de viande de chevreau commercialisés en AuRA et PACA, avec le détail des circuits (GMS, RHF, vente directe, circuits spécialisés) ;
- volumes de chevreaux commercialisés dans d'autres régions de France ;
- volumes de chevreaux exportés, avec le détail par destination et le détail vif / frais / congelé et les destinations.

Le prestataire retenu pourra proposer des indicateurs supplémentaires, en les justifiant. Il devra collecter et analyser les données sur plusieurs années afin de dégager des tendances robustes. Il pourra s'appuyer à la fois sur des bases de données nationales et régionales existantes, sur une recherche bibliographique, ainsi que sur les entretiens avec les acteurs de la filière (cf. infra).

Dans un second temps, le prestataire devra conduire au moins une quinzaine d'entretiens avec les acteurs de la filière chevreaux des deux régions, afin de faire émerger des pistes pour mieux structurer celle-ci et davantage valoriser ses débouchés. Les publics ciblés seront notamment les suivants : éleveurs (naisseurs-engraisisseurs et engraisseurs spécialisés), abatteurs, distributeurs. Le guide d'entretien, le calendrier et la liste des entretiens seront discutés et validés lors du deuxième comité de pilotage (cf. section 4).

Ces entretiens viseront à étudier les pistes de structuration de la filière, notamment :

- l'organisation collective des producteurs pour l'engraissement à la ferme (filière chevreaux « lourds ») ;
- la contractualisation entre engraisseurs et abatteurs (filière chevreaux « légers ») ;
- la mutualisation des pratiques (ex : collecte de chevreaux) ou des achats (ex : poudre de lait).

D'autres pistes pourront être explorées. Pour chacune d'elles, le prestataire devra identifier les freins possibles et les leviers à mobiliser pour les développer. Cette analyse devra intégrer des éléments concernant le fonctionnement économique des exploitations.

Une comparaison des pratiques mises en œuvre est aussi attendue, sur la base des entretiens et d'une recherche bibliographique, notamment par rapport à :

- d'autres régions de France ;
- d'autres filières (agneaux, veaux, lapins, etc.). En effet, les abattoirs en filière chevreaux « légers » travaillent aussi sur d'autres espèces, et il sera intéressant de voir si celles-ci sont mieux organisées ou rencontrent les mêmes difficultés ;
- d'autres pays européens, par exemple l'Espagne et les Pays-Bas.

Les candidats veilleront à présenter et justifier le nombre et les cibles des entretiens dans leur offre technique, ainsi que les modalités de comparaison envisagées.

### **3.2.2. Phase 2 - Prospective de la filière chevreaux à horizon 2040 et préconisations**

La seconde moitié de l'étude sera consacrée à la réalisation d'un exercice de prospective exploratoire permettant d'envisager les futurs probables de la filière chevreaux dans les régions AuRA et PACA. Elle comportera deux temps :

- **Temps 1 - Que peut-il advenir d'ici 2040 ?** Formulation d'hypothèses et construction de scénarios prospectifs contrastés.
- **Temps 2 - Que faire ?** Réflexion sur le caractère plus ou moins souhaitable des scénarios, identification de leviers d'action, orientations stratégiques.

Pour répondre à ces questions, un groupe de travail prospectif sera créé, composé d'au moins une quinzaine de représentants des différentes parties prenantes de la filière chevreaux, aux niveaux national et régional. La composition du groupe pourra s'appuyer sur les entretiens réalisés en phase 1 et sera validée en comité de pilotage. Le prestataire devra veiller à la mobilisation et à la présence effective des membres du groupe prospectif, à la bonne organisation du déroulement et du contenu des séances de travail, à l'animation des discussions, et plus généralement à l'adoption par le groupe de travail d'une attitude réellement prospective. Il animera une réflexion autour des questions suivantes : comment la filière chevreaux peut-elle évoluer demain ? Selon quelles dynamiques ? Quelles sont les tendances les plus probables et, inversement, les changements pour lesquels de nombreuses incertitudes demeurent ? Quels scénarios globaux semblent couvrir l'ensemble des avènements probables de cette filière ? Les scénarios sont-ils identiques dans les deux régions étudiées ?

Dans leur offre, les candidats proposeront et justifieront la méthode de prospective envisagée ainsi que l'organisation concrète de ces travaux (nombre de réunions du groupe prospectif, durée, déroulé), en veillant à ce que celles-ci soient bien adaptées au sujet et au temps prévu. Certaines de ces réunions pourront se tenir en distanciel. Cependant, afin de permettre une participation efficace aux ateliers, la présence des participants sur place, dans les locaux de la DRAAF AuRA à Lyon, sera privilégiée lorsque cela sera possible.

## 1. Que peut-il advenir d'ici 2040 ?

Il s'agira de faire émerger des scénarios d'évolutions probables de la filière.

- À partir du diagnostic dressé dans la première phase de l'étude, le prestataire décrira le système étudié *via* un ensemble de variables motrices de différentes natures (économiques, sociales, environnementales, etc.), interconnectées, ayant une influence importante sur la filière chevreau. Celles-ci pourront être regroupées en « composantes » (ex. environnement global, contexte sectoriel), selon les principes habituels de « l'analyse structurelle ».
- Seront élaborées, pour chacune d'entre elles, des « fiches-variables » faisant état des éléments suivants : tendances d'évolution des variables, incertitudes majeures, émergences et signaux faibles, indicateurs et données. Pour chaque variable des hypothèses probables d'évolution future seront formulées.
- Il est ensuite proposé de conduire une « analyse morphologique » afin de produire un ensemble de scénarios prospectifs contrastés par combinaison des hypothèses, pour chaque variable et/ou composante (« micro-scénarios » le cas échéant). Un ensemble de 3 à 4 scénarios réalistes, cohérents et probables est attendu, sans préjuger de leur contenu *a priori*. Ceux-ci devront être enrichis et mis en récit.

Un accent sera mis sur les pistes de structuration identifiées dans la 1<sup>ère</sup> phase de l'étude, afin de les mettre en perspective dans l'exercice prospectif.

Cette prospective de la filière caprine devra porter une attention toute spécifique à l'évolution des systèmes et des consommations alimentaires. Plusieurs aspects devront entre autres être pris en compte : baisse tendancielle de la consommation de viandes en général et de la viande de chevreau en particulier, évolution du rapport Humain-Animal, sensibilité croissante au bien-être animal, affaiblissement des prescriptions alimentaires religieuses et donc aussi saisonnières, nouvelles habitudes alimentaires accompagnant la transformation des modes de vie, etc. Il ne s'agira donc pas de réaliser une prospective de la filière chevreau close sur elle-même, mais de l'ouvrir le plus possible aux déterminants extra-filières qui pèseront sur les formes et contenus des consommations dans les prochaines années.

Le groupe de travail prospectif devra être mobilisé pour tout ou partie des étapes esquissées ci-dessus, le titulaire du marché étant responsable de la préparation des séances de travail et du traitement de leurs résultats. Les scénarios enrichis et rédigés, en versions courtes et longues, devront être présentés lors du 3<sup>e</sup> comité de pilotage de l'étude (cf. section 4).

## 2. Que faire ?

L'objectif sera ici de présenter les scénarios finalisés, suite au 3<sup>e</sup> comité de pilotage, aux membres du groupe de travail, d'analyser leur niveau de souhaitabilité pour les acteurs de la filière, et d'identifier les actions à mettre en œuvre pour les faire advenir ou les éviter.

Le titulaire devra animer une réflexion autour des questions suivantes : parmi les scénarios construits, lequel ou lesquels serai(en)t le ou les plus souhaitable(s) ? Selon quels critères ? Et pour quels acteurs en particulier ? Compte tenu de ces évolutions prévisibles de cette filière, quelles orientations stratégiques générales seraient à privilégier ? Comment décliner ces axes stratégiques en recommandations plus concrètes ? Quelles stratégies d'acteurs infléchir ou favoriser ? Quelles ressources et moyens redistribuer ?

Sur la base des échanges, le titulaire devra produire des recommandations stratégiques à adresser aux commanditaires de l'étude, tout en considérant les points de vue des différents acteurs. Ces éléments seront présentés lors du 4<sup>e</sup> et dernier comité de pilotage de l'étude.



## 4 – Pilotage et suivi de la prestation

### 4.1. Pilotage et référents

L'étude est commandée par les DRAAF AuRA et PACA avec l'appui du Centre d'études et de prospective (CEP). Le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP), désigné dans le marché sous le terme d'acheteur, est le pouvoir adjudicateur. L'étude est financée par le MASA. Les DRAAF indiqueront au titulaire, lors de la mise en place du marché, une personne référente unique. De son côté, le titulaire devra confirmer l'identité du responsable de l'étude en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

Un comité de pilotage (COPIL) sera constitué pour diriger et suivre le travail mené par le titulaire. Il sera notamment composé de représentants du Centre d'études et de prospective, des DRAAF AuRA et PACA, de FranceAgriMer et de représentants professionnels (ex : INTERBEV, CRIEL, etc.). Des experts pourront également être associés.

Des points intermédiaires entre les DRAAF AuRA et PACA, le CEP et le titulaire seront organisés en tant que de besoin, en présentiel, par téléphone, par mail ou par visioconférence, en particulier entre les réunions du groupe de travail prévues à la phase 2.

Le titulaire devra prévoir, en amont de chaque COPIL, un temps de préparation avec les DRAAF AuRA et PACA, et le CEP. Les éléments et les choix à soumettre au COPIL y seront notamment discutés. Les documents devant être présentés au COPIL seront transmis par courriel aux représentants les DRAAF AuRA et PACA et du CEP au moins une semaine à l'avance.

À l'issue de chaque réunion du COPIL, le titulaire rédigera un compte rendu de réunion qui sera soumis à la validation de l'ensemble des participants au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

Les décisions prises lors du COPIL engageant la suite des prestations, les échanges entre le titulaire et les différentes parties, pour valider définitivement la retranscription, ne devront pas excéder deux semaines par rapport à la date de tenue de la réunion.

### 4.2. Planification et suivi de l'étude

La planification des prestations est établie en cohérence avec la durée de l'étude, fixée dans son ensemble à 12 mois. Cette durée court à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

Le COPIL de l'étude se réunira sous un format mixte (présentiel et distanciel), dans les locaux de la DRAAF AuRA à Lyon, en présence du titulaire, à quatre reprises, et aura pour objectifs :

- **COPIL n°1** (lancement) : partage des objectifs et de la méthode d'étude, présentation du calendrier et précisions sur les méthodes employées (liste et grilles d'entretiens, composition du groupe de travail, etc.) ;
- **COPIL n°2** : présentation et validation du livrable L1 (rapport intermédiaire) , présentant les résultats de la phase 1, proposition du système de variables pour la phase 2, validation de la méthodologie de construction des scénarios, du calendrier et du contenu des ateliers du groupe de travail prospectif ;
- **COPIL n°3** : présentation des résultats préliminaires de la phase 2 (scénarios), validation du plan détaillé du rapport final (L2) ;
- **COPIL n°4** : présentation et validation des résultats définitifs de l'étude (dont le degré plus ou moins souhaitable des scénarios et leviers d'action) et des recommandations, présentation et discussion du livrable L2 (rapport final complet) et des plans détaillés des livrables L3 (note 23 000 signes) et L4 (article 85 000 signes).

Le prestataire indiquera dans son offre les délais prévus entre les réunions, sachant que le délai global entre la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations (qui correspondra à la date de la première réunion du COPIL et au lancement de l'étude) et la quatrième réunion du COPIL sera de 11 mois maximum.

### 4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude

L'étude donnera lieu à la livraison des éléments suivants :

- L1 : un rapport intermédiaire présentant les résultats de la phase 1, en format Word.
- L2 : un rapport final complet, en version provisoire puis définitive, présentant l'ensemble des résultats de l'étude ainsi que les recommandations qui en découlent. Il comportera, au début, une synthèse en deux à trois pages, à l'intention des décideurs, résumant les principaux enseignements de l'étude et leurs implications pour les politiques publiques. Il sera fourni sous formats numériques « docx » et « pdf », et entièrement rédigé.
- L3 : une note de l'étude en 23 000 signes maximum (espaces compris, hors illustrations), en français et sous format numérique (« docx » et « pdf »), mettant en valeur quelques-uns des points saillants de l'étude et respectant la ligne éditoriale de la collection des *Analyses* publiées par le Centre d'études et de prospective du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cette note à en préciser la problématique et le plan détaillé. Cette note de synthèse devra être entièrement rédigée.
- L4 : un article de 85 000 signes environ (espaces, illustrations et annexes compris), en français et sous format numérique (« docx » et « pdf »), condensant et résumant l'étude, mettant l'accent sur ses apports méthodologiques et respectant la ligne éditoriale de la revue *Notes et Études Socio-Économiques* (NESE) publiée par le Centre d'études et de prospective du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cet article à en préciser le plan détaillé. Cet article devra être entièrement rédigé.
- L5 : un diaporama présentant les résultats finaux de l'étude et mobilisable pour des restitutions. Celui-ci sera en particulier présenté lors d'une restitution de l'étude (après le dernier comité de pilotage) à laquelle le titulaire sera tenu de collaborer. Cette restitution se tiendra en format mixte, présentiel et distanciel, dans les locaux de la DRAAF AuRA, à Lyon.

Les versions définitives du livrable L2 seront transmises dans le mois suivant le quatrième comité de pilotage.

Le temps nécessaire à la rédaction des livrables L3 et L4 devra être clairement identifié dans la proposition du candidat. Ce temps devra être préservé au moment de la réalisation effective de l'étude.

Les derniers livrables sont attendus au plus tard 12 mois à compter de la date de la 1<sup>ère</sup> réunion du COPIL.

Les comptes rendus des réunions du comité de pilotage visés au 4.1, seront également fournis aux formats « docx » et « pdf » ainsi que les diaporamas des séances de travail du groupe prospectif aux formats « .pptx » et « .pdf ».

Le Centre d'études et de prospective, en tant que gestionnaire du Programme ministériel d'études du MASA, se réserve le droit de modifier les livrables L3 et L4, en concertation avec les auteurs, afin d'adapter leur contenu et leur forme à la ligne éditoriale de ces deux formats de publication (*Analyses* et *NESE*). Le CEP pourra à ce titre en être co-auteur.

Sur la page de couverture de l'ensemble de ces livrables devront figurer les éléments suivants, sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur : « Étude commandée par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), financée par le programme 215 du MASA.

Ce document n'exprime pas les positions officielles du MASA. Il n'engage que ses auteurs. Marché n°SSP-DRAAF-2025-076 ».

#### **4.4. Calendrier**

Le soumissionnaire proposera dans son offre un calendrier adapté aux méthodes proposées, et détaillant l'articulation entre les différentes phases. Ce calendrier devra intégrer les délais prévus entre les réunions du groupe de travail prospectif et les réunions de comité de pilotage et ceux pour la fourniture des différents livrables, en particulier le temps de rédaction nécessaire pour les documents de valorisation.

À titre informatif, la notification du présent marché est prévue durant la première quinzaine du mois de décembre 2025.

### **5 – Obligations du titulaire**

#### **5.1. Participation aux différentes réunions**

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les rencontres prévues dans le cadre des prestations : réunions en face à face ou par visio-conférence, entretiens, ateliers, réunion de restitution de l'étude.

Toute absence injustifiée ou répétée occasionne l'application de pénalités prévues au CCAP.

#### **5.2. Remise des livrables**

Le titulaire du marché est tenu de produire des livrables, listés à l'article 4 du présent CCTP.

Le CCAP précise les pénalités applicables. Par ailleurs, le paiement des prestations est conditionné à la remise et la validation des livrables prévus.

#### **5.3. Confidentialité**

Conformément à l'article 8.3.3 du CCAP du présent marché, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, ont reçu communication de renseignements, documents, éléments ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du titulaire.

Le titulaire s'engage également à respecter les règles du secret statistique telles que définies par la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

#### **5.4. Propriété de l'étude**

Le régime des droits de propriété intellectuelle de l'étude est précisé à l'article 10 du CCAP.

## Annexe : bibliographie et données indicatives

Cette bibliographie, seulement indicative, vise à aider les candidats à mieux comprendre le champ et les attendus de l'étude. Le titulaire sera chargé de compiler les différentes ressources documentaires de manière plus exhaustive.

### Bibliographie

- Marie Drouet, Nicole Bossis, Claire Boyer, Franck Moreau, Sophie Espinosa, *et al.*, « ValCabri. Reconquête de l'engraissement du chevreau en ferme : amélioration de sa valorisation de l'éleveur jusqu'au consommateur », *Innovations Agronomiques*, 2024, 94, pp. 49-65
- Oréade-Brèche, 2022, *Quel développement pour la filière caprine en Europe du Sud ?*, FranceAgriMer, INTERBEV, ANICAP.
- Institut de l'élevage, CNE, 2022, *Les chiffres clés du GEB. Caprins 2022. Productions lait et viande.*
- Burq J., Seinger P., 2021, *Mission d'appui à la filière viande de chevreau*, rapport n°21026 du Conseil général de l'alimentation de l'agriculture et des espaces ruraux.
- Institut de l'élevage, Interbev, 2017, *Caractérisation de la filière viande caprine. Identification des acteurs de la filière viande caprine, analyse des flux d'animaux et des débouchés.*
- Normand J., Gautier C., Denoyelle C., 2012, *Guide de découpe Agneau Presto*, Édition Interbev ovin, Bord Bia, Eblex.Patier C., 2012, *Rapport relatif à l'état des lieux de la production de chevreau et de la commercialisation de viande caprine*, rapport du Conseil général de l'alimentation de l'agriculture et des espaces ruraux, CGAAER n° 11110-2-2012.

### Bases de données mobilisables

- DGAL : Diffabatvol & Diffaga

### Sites utiles :

- <https://idele.fr/valcabri/>
- <https://www.abattoirs-chevreaux.fr/> 5 cas types pour illustrer la diversité de l'engraissement à la ferme-